

**Art. 3.** L'Office national de Sécurité sociale fixe par trimestre, au cours du premier mois du deuxième trimestre suivant, le montant dû à chaque secrétariat social agréé d'employeurs, sur la base des déclarations trimestrielles introduites dans le délai légal.

Au terme de ce mois, l'Office national de sécurité sociale envoie une note de crédit au secrétariat social agréé d'employeurs.

Le montant dû pour un trimestre sur la base de déclarations trimestrielles introduites tardivement ou de déclarations trimestrielles corrigées est fixé au cours du premier mois du deuxième trimestre suivant la réception ou la correction de la déclaration. Une note de crédit est envoyée au terme de ce mois.

**Art. 4.** Après réception de l'accord du secrétariat social agréé d'employeurs au sujet du montant de la note de crédit, l'Office national de Sécurité sociale verse ce montant au crédit du secrétariat social agréé à LA POSTE.

**Art. 5.** Un montant destiné à couvrir les frais résultant de l'application du présent arrêté est inscrit au budget de l'Office national de Sécurité sociale au titre de frais d'administration.

**Art. 6.** Pour le 30 septembre 2008 au plus tard, l'Office national de Sécurité sociale transmet au Ministre des Affaires sociales un rapport relatif à l'application du présent arrêté, notamment quant à son coût pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2007.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
R. DEMOTTE  
Le Ministre de l'Emploi,  
P. VAN VELTHOVEN

**Art. 3.** De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bepaalt per kwartaal, in de loop van de eerste maand van het tweede kwartaal dat volgt op het kwartaal in kwestie, het bedrag dat verschuldigd is aan elk erkend sociaal secretariaat voor werkgevers, op basis van de binnen de wettelijke termijn ingediende kwartaalaangiften.

Aan het einde van die maand stuurt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid een creditnota naar het erkend sociaal secretariaat voor werkgevers.

Het bedrag voor een kwartaal verschuldigd op basis van de laattijdig ingediende of verbeterde kwartaalaangiften wordt vastgesteld in de loop van de eerste maand van het tweede kwartaal dat volgt op dat van de ontvangst of de verbetering van de aangifte. Aan het einde van die maand wordt er een creditnota verstuurd.

**Art. 4.** Na ontvangst van het akkoord van het erkend sociaal secretariaat voor werkgevers betreffende het bedrag van de creditnota, stort de Rijksdienst voor sociale zekerheid dit bedrag op het krediet van het sociaal secretariaat bij DE POST.

**Art. 5.** Een bedrag bestemd om de kosten te dekken die voortvloeien uit de toepassing van dit besluit wordt ingeschreven op de begroting van de Rijksdienst voor sociale zekerheid ten titel van administratiekosten.

**Art. 6.** Uiterlijk tegen 30 september 2008 bezorgt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de Minister van Sociale Zaken een verslag over de periode aanvangend op 1 april 2007 en eindigend op 31 maart 2008 met betrekking tot de toepassing van dit besluit, inzonderheid met betrekking tot zijn kostprijs.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2007.

**Art. 8.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Werk,  
P. VAN VELTHOVEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2007 — 2279

[C — 2007/22691]

30 AVRIL 2007. — Arrêté royal modifiant les articles *squater*, 25, 31bis et 32 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, et les articles 5bis et 9septies de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour objet d'apporter plusieurs modifications dans le calcul des cotisations de sécurité sociale d'une part pour les travailleurs manuels dont la rémunération est constituée en tout ou en partie par des pourboires ou du service, et d'autre part pour les travailleurs occasionnels dans le secteur de l'industrie hôtelière.

Cet arrêté exécute l'accord conclu avec les partenaires sociaux et a fait l'objet d'un avis du Conseil national du Travail.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2007 — 2279

[C — 2007/22691]

30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen *squater*, 25, 31bis en 32 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en de artikelen 5bis en 9septies van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als doel verschillende wijzigingen aan te brengen in de berekening van de socialezekerheidsbijdragen, enerzijds, voor handarbeiders wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat en, anderzijds, voor de gelegenheidswerknemers in de sector van het hotelbedrijf.

Dit besluit voert het akkoord uit dat met de sociale partners werd gesloten en waarover de Nationale Arbeidsraad een advies heeft verstrekt.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Les travailleurs manuels dont la rémunération est constituée en tout ou en partie par des pourboires ou du service*

Les cotisations de sécurité sociale dues pour les travailleurs rémunérés totalement ou partiellement au pourboire seront calculées sur la base suivant le cas soit de rémunérations journalières forfaitaires soit des rémunérations réelles.

Le recours aux rémunérations journalières forfaitaires ne sera possible que si le travailleur rémunéré totalement ou partiellement au pourboire exerce une des fonctions déterminées par le Ministre des Affaires sociales et est occupé par un employeur ressortissant du champ de compétence des commissions ou sous commissions paritaires déterminées par le Ministre des Affaires sociales. Dans les autres situations (le travailleur rémunéré totalement ou partiellement au pourboire ou au service exerce une fonction non reprise dans l'arrêté du Ministre des Affaires sociales ou est occupé par un employeur ressortissant d'une commission ou sous commission paritaire non reprise dans l'arrêté du Ministre des Affaires sociales), les cotisations de sécurité sociale seront calculées sur les rémunérations réelles du travailleur avec deux seuils : le revenu minimum mensuel moyen garanti (RMMMMG) et le salaire conventionnel sectoriel qui lui est applicable.

Les salaires journaliers forfaitaires sont fixés par le Ministre des Affaires sociales.

Alors qu'auparavant les rémunérations journalières forfaitaires étaient définies dans le cadre d'un régime de travail de 6 jours par semaine, désormais elles sont définies dans le cadre du régime de 5 jours par semaine. Une réduction de 16,7 % des forfaits est prévue lorsque le régime de travail effectif du travailleur est de 6 jours par semaine. Dans le cadre de la réglementation actuelle, lorsque le travailleur réduisait ses prestations d'1/5<sup>e</sup> temps dans le cadre de la réglementation « crédit-temps », les rémunérations journalières forfaitaires déclarées à la sécurité sociale ne correspondaient pas à 80 % de celles du travailleur à temps plein mais à 66,66 %. La modification apportée par l'arrêté royal met fin à cette anomalie.

Afin d'assurer une meilleure protection sociale des travailleurs déclarés à la sécurité sociale sur la base de rémunérations journalières forfaitaires, les §§ 2 et 3 de l'article 1<sup>er</sup> introduisent des nouveautés.

Le § 2 prévoit qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 2007, les rémunérations journalières forfaitaires ne peuvent plus être inférieurs au revenu minimum mensuel moyen garanti (RMMMMG). Les rémunérations journalières forfaitaires seront donc alignées à partir du 1<sup>er</sup> avril 2007 sur le RMMMMG.

Le § 3 instaure le même principe qu'évoqué ci-avant mais au regard des salaires conventionnels des secteurs concernés et ce à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007. Toutefois, pour le secteur de l'industrie hôtelière, l'alignement sur ces salaires conventionnels devra se réaliser par étapes, déterminées par arrêté du Ministre des Affaires Sociales et ce, au plus tard au 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Dès lors à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008, les salaires journaliers forfaitaires sur la base desquels les cotisations de sécurité sociale et les allocations sociales sont calculées ne pourront être inférieures ni au RMMMMG ni aux salaires conventionnels.

Le § 4 a trait aux travailleurs occupés dans le cadre d'un régime hebdomadaire de travail à temps partiel, étant entendu que les prestations effectuées en service coupé sont toujours considérées comme étant des prestations à temps plein. Vu l'alignement des rémunérations journalières sur le RMMMMG et les salaires conventionnels, le § 4 introduit le principe de la proratisation. Les modalités de cette proratisation doivent être déterminées par arrêté du Ministre des Affaires Sociales.

La nouveauté du § 5 dissipe tout doute quant au fait de savoir si des cotisations de sécurité sociale doivent être calculées sur la prime de fin d'année lorsque le travailleur est rémunéré totalement ou partiellement au pourboire ou au service. Ce sera désormais toujours le cas.

HOOFDSTUK 1. — *De handarbeiders wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat*

De socialezekerheidsbijdragen verschuldigd voor werknemers wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien bestaat, zullen worden berekend, naargelang het geval, ofwel op basis van forfaitaire daglonen, ofwel op basis van reële lonen.

Het gebruik van forfaitaire daglonen zal enkel mogelijk zijn indien de werknemer wiens loon geheel of gedeeltelijk uit fooien bestaat één van de functies uitoefent die door de Minister van Sociale Zaken zijn bepaald en is tewerkgesteld door een werkgever die ressorteert onder de bevoegdheid van de paritaire comités of subcomités die door de Minister van Sociale Zaken zijn bepaald. In de andere situaties (de werknemer wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat oefent een functie uit die niet is vermeld in het besluit van de Minister van Sociale Zaken of is tewerkgesteld door een werkgever die ressorteert onder een paritair comité of subcomité dat niet is vermeld in het besluit van de Minister van Sociale Zaken), zullen de socialezekerheidsbijdragen worden berekend op basis van de reële lonen van de werknemer, met twee minimumbedragen : het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen (GGMMI) en het sectoraal conventioneel loon dat op hem van toepassing is.

De forfaitaire daglonen worden door de Minister van Sociale Zaken vastgelegd.

Terwijl de forfaitaire daglonen voorheen werden bepaald in het kader van een werktijdregeling van 6 dagen per week, zijn ze voortaan bepaald in het kader van een regeling van 5 dagen per week. Een vermindering met 16,7 % van de forfaits is voorzien wanneer de effectieve werktijdregeling van de werknemer 6 dagen per week bedraagt. In het kader van de huidige reglementering, wanneer de werknemer zijn prestaties met 1/5 vermindert in het kader van de reglementering « tijdskrediet », stemden de forfaitaire daglonen aangegeven voor de sociale zekerheid niet overeen met 80 % van die van een voltijds werknemer, maar met 66,66 %. De wijziging die het koninklijk besluit aanbrengt, maakt een einde aan deze onregelmatigheid.

Met het oog op een betere sociale bescherming van werknemers die voor de sociale zekerheid zijn aangegeven op basis van forfaitaire daglonen, voeren §§ 2 en 3 van artikel 1 nieuwigheden in.

Paragraaf 2 bepaalt dat de forfaitaire daglonen vanaf 1 april 2007 niet langer minder mogen bedragen dan het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen (GGMMI). De forfaitaire daglonen worden dus vanaf 1 april 2007 gelijkgesteld met het GGMMI.

Paragraaf 3 voert hetzelfde voormeld principe in, maar ten opzichte van de conventionele lonen van de betrokken sectoren, en dit vanaf 1 juli 2007. Voor de sector van het hotelbedrijf zal de gelijkstelling met deze conventionele lonen evenwel in fasen moeten verlopen, die bij een besluit van de Minister van Sociale Zaken worden vastgelegd, en dit uiterlijk op 1 oktober 2008.

Vanaf 1 oktober 2008 zullen de forfaitaire daglonen op basis waarvan de socialezekerheidsbijdragen en de sociale uitkeringen worden berekend, bijgevolg niet meer minder mogen bedragen dan noch het GGMMI, noch de conventionele lonen.

Paragraaf 4 heeft betrekking op werknemers tewerkgesteld in het kader van een deeltijdse wekelijkse werktijdregeling, waarbij prestaties verricht in onderbroken dienst altijd worden beschouwd als voltijdse prestaties. Gelet op de gelijkstelling van daglonen met het GGMMI en met de conventionele lonen, voert § 4 het principe van evenredige berekening in. De nadere regels voor deze evenredige berekening moeten in een besluit van de Minister van Sociale Zaken worden vastgelegd.

De nieuwigheid van § 5 neemt alle twijfel weg in verband met de vraag of socialezekerheidsbijdragen moeten worden berekend op de eindejaarspremie wanneer het loon van de werknemer geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat. Dit zal voortaan altijd het geval zijn.

CHAPITRE 2. — *Les travailleurs occasionnels*

L'arrêté ne modifie pas le régime des travailleurs occasionnels tel qu'adapté suite à l'arrêté royal du 21 avril 2007 en ce qui concerne les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture. Toutefois, afin d'assurer une meilleure lisibilité de la réglementation, certaines dispositions de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 et de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 sont intégralement remplacées.

Dans la même optique que celle évoquée au Chapitre 1<sup>er</sup>, à savoir une meilleure protection sociale des travailleurs, le régime des travailleurs occasionnels dans le secteur de l'industrie hôtelière est revu.

Le régime des « super extras » prévu à l'article 8<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est supprimé et ce à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Il s'agissait des travailleurs occasionnels engagés pour une durée maximale de deux jours consécutifs chez le même employeur ressortissant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini, et occupés par des employeurs relevant de la commission paritaire précitée durant un maximum de 45 jours de travail par année civile. Ces travailleurs n'étaient pas soumis à l'ensemble des régimes de sécurité sociale et les cotisations de sécurité sociale – et par voie de conséquence, les allocations sociales – étaient calculées sur une rémunération forfaitaire journalière de 21 euros. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006, les employeurs de ces travailleurs devaient procéder à une dimona journalière avec indication des heures de début et de fin de prestations.

Désormais, les travailleurs occasionnels du secteur de l'industrie hôtelière sont soumis à tous les régimes de sécurité sociale, en ce compris les vacances annuelles dont ils étaient auparavant exclus. En outre, la rémunération forfaitaire journalière prise en considération dans le cadre de la sécurité sociale est revue.

Le travailleur occasionnel est défini comme le travailleur engagé pour une durée maximale de deux jours consécutifs chez un employeur ressortissant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini et à l'égard duquel l'employeur a l'obligation d'effectuer une DIMONA journalière.

En matière de cotisations de sécurité sociale, l'arrêté royal distingue, dans le secteur de l'industrie hôtelière, plusieurs catégories de travailleurs occasionnels.

1) Le travailleur occasionnel à l'égard duquel l'employeur fait usage de la DIMONA complète, à savoir la déclaration de l'heure de début et de fin de prestation, verra ses cotisations de sécurité sociale calculées sur sa rémunération réelle.

Toutefois, si le travailleur occasionnel à l'égard duquel l'employeur fait usage de la DIMONA complète est payé au pourboire ou au service et pour autant que l'employeur ressortisse de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et que le travailleur exerce une fonction déterminée par le Ministre des Affaires Sociales dans le cadre de l'article 25, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal, les cotisations de sécurité sociale seront calculées sur les mêmes forfaits que ceux fixés en application de l'article 25, § 1<sup>er</sup>, précité, majorés de 6 ou de 12 euros, selon que les prestations s'effectueront d'une part le samedi ou la veille d'un jour férié, ou d'autre part le dimanche ou un jour férié.

2) Le travailleur occasionnel à l'égard duquel l'employeur fait usage de la « DIMONA light », à savoir la déclaration de l'heure de début de prestation et d'un bloc-temps de 5 heures (voir ci-après pour une explication sur le système du bloc-temps), et pour autant qu'il ne preste pas de service coupé, verra ses cotisations de sécurité sociale calculées sur les forfaits suivants :

- 32,93 euros;
- 38,93 euros lorsque les prestations sont effectuées le samedi ou la veille d'un jour férié;
- 44,93 euros lorsque les prestations sont effectuées le dimanche ou un jour férié.

HOOFDSTUK 2. — *De gelegenheidswerknemers*

Het besluit wijzigt de regeling voor de gelegenheidswerknemers niet, zoals ze werd aangepast bij koninklijk besluit van 21 april 2007 wat betreft de land- en tuinbouwsector. Met het oog op een betere leesbaarheid van de reglementering worden sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 28 november 1969 en van het koninklijk besluit van 5 november 2002 evenwel integraal vervangen.

Met hetzelfde doel waarnaar werd verwezen in Hoofdstuk 1, namelijk een betere sociale bescherming van de werknemers, wordt de regeling voor de gelegenheidswerknemers in de sector van het hotelbedrijf herzien.

De regeling van de « super extra's » voorzien in artikel 8<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt op 1 juli 2007 afgeschaft.

Het ging om gelegenheidswerknemers in dienst genomen voor een maximumduur van twee opeenvolgende dagen bij dezelfde werkgever die ressorteert onder het Paritair comité voor het hotelbedrijf in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten voor een bepaalde tijd of van een arbeidsovereenkomst gesloten voor een duidelijk omschreven werk, en tewerkgesteld door werkgevers die ressorteren onder voormeld paritair comité gedurende maximum 45 arbeidsdagen per kalenderjaar. Deze werknemers waren niet onderworpen aan alle socialezekerheidsregelingen en de socialezekerheidsbijdragen – en bijgevolg de sociale uitkeringen – werden berekend op basis van een forfaitaire dagloon van 21 euro. Sedert 1 juli 2006 moesten de werkgevers van deze werknemers een dagelijkse DIMONA-aangifte doen met vermelding van de begin- en einduren van de prestaties.

De gelegenheidswerknemers van de sector van het hotelbedrijf zijn voortaan onderworpen aan alle socialezekerheidsregelingen, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie waaruit ze voorheen waren uitgesloten. Daarenboven wordt het forfaitaire dagloon dat in het kader van de sociale zekerheid in aanmerking wordt genomen, herzien.

De gelegenheidswerknemer wordt gedefinieerd als de werknemer in dienst genomen voor een maximumduur van twee opeenvolgende dagen bij een werkgever die ressorteert onder het Paritair comité voor het hotelbedrijf, in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten voor een bepaalde tijd of van een arbeidsovereenkomst gesloten voor een duidelijk omschreven werk en voor wie de werkgever een dagelijkse DIMONA-aangifte moet doen.

Wat de socialezekerheidsbijdragen betreft, maakt het koninklijk besluit in de sector van het hotelbedrijf een onderscheid tussen verschillende categorieën van gelegenheidswerknemers.

1) Voor de gelegenheidswerknemer voor wie de werkgever een volledige DIMONA-aangifte doet, namelijk de aangifte van het begin- en einduur van de prestatie, zullen zijn socialezekerheidsbijdragen op basis van zijn reëel loon worden berekend.

Indien het loon van de gelegenheidswerknemer voor wie de werkgever de volledige DIMONA-aangifte doet uit foioen of bedieningsgeld bestaat, en voor zover de werkgever ressorteert onder het Paritair comité voor het hotelbedrijf en de werknemer een functie uitoefent die door de Minister van Sociale Zaken is bepaald in het kader van artikel 25, § 1 van het koninklijk besluit, zullen de socialezekerheidsbijdragen worden berekend op basis van dezelfde forfaits als degene die zijn vastgelegd bij toepassing van voormeld artikel 25, § 1, verhoogd met 6 of 12 euro, naargelang de prestaties worden verricht, enerzijds, op zaterdag of de dag vóór een feestdag of, anderzijds, op zondag of een feestdag.

2) Voor de gelegenheidswerknemer voor wie de werkgever de « DIMONA light » aangifte doet, namelijk de aangifte van het beginuur van de prestatie en van een tijdsblok van 5 uur (zie hieronder voor uitleg over het systeem van het tijdsblok) en voor zover hij geen prestaties verricht in onderbroken dienst, zullen zijn socialezekerheidsbijdragen op basis van de volgende forfaits worden berekend :

- 32,93 euro;
- 38,93 euro wanneer de prestaties worden verricht op zaterdag of de dag vóór een feestdag;
- 44,93 wanneer de prestaties worden verricht op zondag of een feestdag.

Le montant de 32,93 euros est un montant obtenu en appliquant les salaires minimums de la grille salariale sectorielle de la Commission paritaire 302 (horeca), indexés au 1<sup>er</sup> janvier 2007, et ce pour la semaine de 38 heures et en tenant compte de la durée moyenne des prestations déclarées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2006 par les employeurs relevant de la commission paritaire précitée et ayant effectué la DIMONA journalière relative aux travailleurs occasionnels du secteur. Concrètement, il a été tenu compte d'une rémunération horaire de 9,4073 euros (soit le barème applicable pour la catégorie de fonctions III sans ancienneté) et de la durée moyenne de prestations de 3 heures et demi. Cette situation sera revue en septembre 2008 sur base de données actualisées provenant des DIMONA et des informations à fournir par les employeurs au Fonds social et de Garantie Horeca.

3) Pour le travailleur occasionnel à l'égard duquel l'employeur fait usage de la « DIMONA light », à savoir la déclaration de l'heure de début de prestation et d'un bloc-temps de 11 heures résultant soit du choix effectué par l'employeur au moment de réaliser la « DIMONA light » soit de la durée réelle des prestations si celles-ci dépassent la durée du bloc-temps de 5 heures choisi par l'employeur ainsi qu'au cas où la prestation comporte un service coupé, les cotisations de sécurité sociale seront calculées sur les forfaits suivants :

— 65,86 euros;

— 71,86 euros lorsque les prestations sont effectuées le samedi ou la veille d'un jour férié;

— 77,86 euros lorsque les prestations sont effectuées le dimanche ou un jour férié.

Le montant de 65,86 euros est obtenu en multipliant le montant susmentionné de 9,4073 euros, par 7 heures.

Les montants forfaitaires de 65,68 et de 32,93 euros sont indexés conformément aux dispositions de l'article 32, § 4, et adaptés conformément aux dispositions de l'article 32bis, § 1<sup>er</sup>, dont il sera question ci-après.

Pour les travailleurs effectuant des prestations en service coupé, le forfait du bloc-temps « 11 heures » est d'office applicable peu importe la durée des prestations effectives.

L'employeur qui a recours au système déclaration du bloc-temps doit également tenir un registre de mesure du temps de travail visé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux en y mentionnant les travailleurs occasionnels, et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Une période transitoire de 6 mois, allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2007, a été instituée pendant laquelle la tenue du registre de présence délivré par le Fonds social et de Garantie Horeca est assimilée à la tenue du registre de mesure du temps de travail dont il a été fait mention.

Diverses sanctions ont été prévues.

D'abord, lorsqu'un bloc-temps de 5 heures a été déclaré alors qu'il résulte du registre de mesure du temps de travail que le travailleur a presté plus de 5 heures, les cotisations se calculeront sur le forfait applicable pour le bloc-temps de 11 heures, soit, en fonction du jour de la semaine durant lequel les prestations sont effectuées, 65,86 euros, 71,86 euros ou 77,86 euros.

Ensuite, lorsque l'employeur ne tient pas de manière journalière le registre de mesure du temps de travail, ou lorsque les déclarations DIMONA ne sont pas réalisées de manière journalière, les cotisations se calculeront sur les rémunérations réelles, étant entendu que pour ce calcul elles devront à tout le moins être égales aux rémunérations forfaitaires de l'article 25, augmentées de 6 euros en cas de prestation le samedi ou la veille d'un jour férié ou de 12 euros en cas de prestation le dimanche ou un jour férié pour la fonction que le travailleur occupe.

Het bedrag van 32,93 euro is een bedrag bekomen door toepassing van de minimumlonen van het sectoraal loonrooster van het Paritair Comité 302 (horeca), geïndexeerd op 1 januari 2007, en dit voor de 38-urenweek en rekening houdend met de gemiddelde duur van de prestaties aangegeven tussen 1 juli en 31 december 2006 door de werkgevers die ressorteren onder voormeld paritair comité en die de dagelijkse DIMONA-aangifte betreffende de gelegenhedswerknemers van de sector hebben gedaan. Concreet werd rekening gehouden met een uurloon van 9,4073 euro (namelijk de loonschaal van toepassing op functiecategorie III zonder anciënniteit) en met prestaties van een gemiddelde duur van 3,5 uur. Deze situatie zal in september 2008 worden herzien op basis van bijgewerkte gegevens afkomstig van de DIMONA-aangiften en van informatie die de werkgevers aan het Sociaal en Waarborgfonds Horeca moeten verstrekken.

3) Voor de gelegenhedswerknemer voor wie de werkgever de « DIMONA light » aangifte doet, namelijk de aangifte van het beginuur van de prestatie en van een tijdsblok van 11 uur als gevolg ofwel van de keuze van de werkgever op het moment dat hij de « DIMONA light » aangifte doet, ofwel van de reële duur van de prestaties indien ze de duur van het door de werkgever gekozen tijdsblok van 5 uur overschrijden en ook in geval van prestaties met onderbroken dienst, zullen de socialezekerheidsbijdragen op basis van de volgende forfaits worden berekend :

— 65,86 euro;

— 71,86 euro wanneer de prestaties worden verricht op zaterdag of de dag vóór een feestdag;

— 77,86 wanneer de prestaties worden verricht op zondag of een feestdag.

Het bedrag 65,86 euro wordt bekomen door voormeld bedrag van 9,4073 euro te vermenigvuldigen met 7 uur.

De forfaitaire bedragen 65,68 en 32,93 euro worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 32, § 4, en aangepast overeenkomstig de bepalingen van artikel 32bis, § 1, waarvan verder sprake.

Voor werknemers die prestaties met onderbroken dienst verrichten, is het forfait van het tijdsblok « 11 uur » sowieso van toepassing ongeacht de duur van de effectieve prestaties.

De werkgever die een beroep doet op het systeem van aangifte van het tijdsblok moet ook een register voor werktijdregeling bijhouden, bedoeld in artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, en daarin de gelegenhedswerknemers vermelden, en dit vanaf 1 januari 2008. Een overgangperiode van 6 maanden, van 1 juli tot 31 december 2007, werd ingevoerd, tijdens dewelke het bijhouden van het aanwezigheidsregister afgeleverd door het Sociaal en Waarborgfonds Horeca wordt gelijkgesteld met het bijhouden van voormeld register voor werktijdregeling.

Verschillende sancties zijn voorzien.

Eerst en vooral, wanneer een tijdsblok van 5 uur werd aangegeven terwijl uit het register voor werktijdregeling blijkt dat de werknemer meer dan 5 uur heeft gewerkt, zullen de bijdragen worden berekend op het forfait van toepassing voor het tijdsblok van 11 uur, namelijk, in functie van de dag van de week tijdens dewelke de prestaties worden verricht, 65,86 euro, 71,86 euro of 77,86 euro.

Vervolgens, wanneer de werkgever het register voor werktijdregeling niet dagelijks bijhoudt, of wanneer de DIMONA-aangiften niet dagelijks worden gedaan, zullen de bijdragen worden berekend op de reële lonen, waarbij ze voor deze berekening alleszins zullen moeten gelijk zijn aan de forfaitaire lonen van artikel 25, verhoogd met 6 euro in geval van prestaties op zaterdag of de dag vóór een feestdag of 12 euro in geval van prestaties op zondag of een feestdag voor de functie die de werknemer uitoefent.

Les employeurs relevant de la Commission paritaire pour le travail intérimaire pourront également mettre des travailleurs occasionnels à disposition des employeurs ressortissant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière. Ils devront toutefois utiliser le système de DIMONA complète et les cotisations de sécurité sociale seront d'office calculées sur la base de la rémunération réelle du travailleur mis à disposition.

Au vu des difficultés rencontrées par le secteur, l'article 5 de l'arrêté royal instaure un nouveau type de déclaration immédiate de l'emploi dans le secteur de l'industrie hôtelière : il s'agit d'une déclaration du début de l'heure de prestation accompagnée d'un bloc-temps de durée de travail. Ce bloc-temps peut être de 5 heures ou de 11 heures, étant entendu que le premier correspond aux prestations de travail d'une durée de 5 heures ou moins, et que le second correspond aux prestations d'une durée de plus de 5 heures.

Au choix, l'employeur relevant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière pourra opter soit pour le système de la DIMONA complète (heure de début et de fin de prestation) soit pour le système bloc-temps pour ses travailleurs occasionnels.

La première déclaration que l'employeur effectue pour le premier travailleur occasionnel qu'il occupe au cours de l'année est importante. Celle-ci détermine en effet le régime de déclaration qui lui sera applicable pour tous ses travailleurs occasionnels et ce pour une année civile, étant entendu que s'il ne notifie pas son intention de changer de système de déclaration pour l'année civile suivante avant le 1<sup>er</sup> octobre, il reste lié au premier choix effectué. Cette première déclaration a également des conséquences en ce qui concerne la base de calcul des cotisations de sécurité sociale.

Le premier choix que l'employeur aura à effectuer avant le 30 juin 2007 par le biais de l'information à fournir au Fonds social et de Garantie Horeca le liera pour une période d'un an et demi (du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2008).

Si l'employeur opte pour la « DIMONA light », c'est-à-dire le système bloc-temps, deux documents sont imposés :

1) l'employeur devra tenir à jour le registre de mesure du temps de travail prévu par l'article 4, § 3 de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux; toutefois, pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2007, le registre de présence délivré par le Fonds social et de Garantie Horeca est assimilé au registre de mesure du temps de travail précité. L'employeur devra inscrire dans le registre toutes les mentions requises;

2) il devra remettre aux travailleurs occasionnels – qu'ils soient ou non déclarés sur une base forfaitaire et qu'ils soient ou non rémunérés au pourboire ou au service – une annexe à leur fiche de paie. Cette annexe est un relevé journalier des prestations du travailleur pour la période à laquelle la fiche de paie se rapporte.

Les employeurs qui ont recours à la DIMONA complète devront remettre aux travailleurs occasionnels – qu'ils soient ou non déclarés sur une base forfaitaire et qu'ils soient ou non rémunérés au pourboire ou au service – une annexe à leur fiche de paie. Cette annexe est un relevé journalier des prestations du travailleur pour la période à laquelle la fiche de paie se rapporte.

Les choix entre les deux systèmes de déclaration ainsi que les changements de choix opérés par les employeurs devront en outre être communiqués au Fonds social et de Garantie Horeca.

Un rapport d'évaluation spécifique au nouveau système de déclaration mis en place pour le secteur horeca devra également être transmis par l'Office national de Sécurité sociale (ONSS) au Ministre des Affaires sociales, au Ministre de l'Emploi, et au Conseil national du Travail.

De werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid zullen ook gelegenhedswerknemers ter beschikking kunnen stellen van werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf. Ze zullen evenwel het systeem van de volledige DIMONA-aangifte moeten gebruiken en de socialezekerheidsbijdragen zullen meteen worden berekend op basis van het reëel loon van de ter beschikking gestelde werknemer.

Gelet op de moeilijkheden ondervonden in de sector, voert artikel 5 van het koninklijk besluit een nieuw soort onmiddellijke aangifte van tewerkstelling in de sector van het hotelbedrijf in : het gaat om de aangifte van het beginuur van de prestatie en van een tijdsblok van arbeidsduur. Dit tijdsblok kan 5 uur of 11 uur omvatten, waarbij het eerste tijdsblok overeenstemt met 5 uur arbeidsprestaties of minder, en het tweede met meer dan 5 uur arbeidsprestaties.

De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf zal naar keuze de voorkeur kunnen geven ofwel aan het systeem van de volledige DIMONA-aangifte (begin- en einduur van de prestaties) ofwel aan het tijdsbloksysteem voor zijn gelegenhedswerknemers.

De eerste aangifte die de werkgever doet voor de eerste gelegenhedswerknemer die hij tewerkstelt tijdens het jaar is belangrijk. Ze is immers bepalend voor de aangiferegeling die op hem van toepassing is voor al zijn gelegenhedswerknemers en dit voor een kalenderjaar, met dien verstande dat, indien hij niet te kennen geeft dat hij van aangiftesysteem wil veranderen voor het kalenderjaar volgend op 1 oktober, hij gebonden blijft door de eerste gemaakte keuze. Deze eerste aangifte heeft ook gevolgen voor de berekeningsbasis van de socialezekerheidsbijdragen.

De eerste keuze die de werkgever moet maken voor 30 juni 2007 door middel van de informatie die hij het Sociaal en Waarborgfonds Horeca moet verstrekken zal hem binden voor een periode van anderhalf jaar (van 1 juli 2007 tot 31 december 2008).

Indien de werkgever de voorkeur geeft aan de « DIMONA light », namelijk het tijdsbloksysteem, zijn twee documenten verplicht :

1) de werkgever zal het register voor werktijdregeling, bedoeld in artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, moeten bijhouden; in de periode van 1 juli 2007 tot 31 december 2007 wordt het aanwezigheidsregister afgeleverd door het Sociaal en Waarborgfonds Horeca evenwel gelijkgesteld met voormeld register voor werktijdregeling. De werkgever zal in het register alle verplichte meldingen moeten optekenen;

2) hij zal de gelegenhedswerknemers – ongeacht ze al dan niet zijn aangegeven op een forfaitaire basis en ongeacht hun loon uit fooien of bedieningsgeld bestaat – een bijlage bij hun loonfiche moeten overhandigen. Deze bijlage is een dagelijks overzicht van de prestaties van de werknemer voor de periode waarop de loonfiche betrekking heeft.

De werkgevers die een beroep doen op de volledige DIMONA-aangifte zullen de gelegenhedswerknemers – ongeacht ze al dan niet zijn aangegeven op een forfaitaire basis en ongeacht hun loon uit fooien of bedieningsgeld bestaat – een bijlage bij hun loonfiche moeten overhandigen. Deze bijlage is een dagelijks overzicht van de prestaties van de werknemer voor de periode waarop de loonfiche betrekking heeft.

De keuze tussen beide aangiftesystemen en de veranderingen van keuze door de werkgevers moeten daarenboven worden medegedeeld aan het Sociaal en Waarborgfonds Horeca.

Een specifiek evaluatieverslag voor het nieuwe aangiftesysteem dat voor de horecasector wordt ingevoerd zal ook moeten worden bezorgd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid (RSZ) aan de Minister van Sociale Zaken, aan de Minister van Werk en aan de Nationale Arbeidsraad.

CHAPITRE 3. — *Indexation et adaptations des rémunérations forfaitaires des travailleurs visés à l'article 25 et 31bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

Aussi bien les rémunérations forfaitaires des travailleurs rémunérés au pourboire ou au service que les forfaits applicables aux travailleurs occasionnels sont indexés et adaptés.

Le mécanisme d'indexation prévu à l'article 8 est celui applicable au secteur de l'industrie hôtelière.

Deux mécanismes d'adaptation à l'évolution des « salaires » ont également été prévus.

En ce qui concerne les commissions ou sous-commissions paritaires déterminées par le Ministre des Affaires Sociales en application de l'article 25, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, les rémunérations journalières forfaitaires feront l'objet d'une adaptation à l'évolution du RMMM, et ce au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Si une augmentation du RMMM a lieu en cours d'année (ce sera le cas en 2008 en exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008, à savoir le 1<sup>er</sup> octobre 2008), les rémunérations journalières forfaitaires seront adaptées à la même date.

La seconde adaptation des rémunérations forfaitaires (indexées) est celle de l'évolution aux salaires conventionnels. Cette adaptation s'applique dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture en ce qui concerne leurs travailleurs occasionnels et dans celui de l'horeca en ce qui concerne d'une part leurs travailleurs rémunérés totalement ou partiellement au pourboire ou au service et d'autre part leurs travailleurs occasionnels. La procédure d'adaptation prévue reprend celle introduite par l'arrêté royal du 21 avril 2007 pour les travailleurs occasionnels de l'agriculture et de l'horticulture. Sauf cas exceptionnels, l'adaptation ne nécessitera plus un arrêté. Une procédure spécifique a été prévue afin que l'ONSS et le SPF Sécurité sociale disposent facilement des données, en impliquant les Présidents des commissions paritaires concernées (horticulture, agriculture et industrie hôtelière). L'ONSS et le SPF soumettront pour approbation au Ministre des Affaires Sociales leur proposition conjointe d'adaptation à l'évolution des salaires conventionnels.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions diverses*

L'article 10 prévoit l'obligation pour l'employeur ressortissant de l'industrie hôtelière d'annexer à la fiche de paie des travailleurs rémunérés en service ou pourboire et des travailleurs occasionnels, un relevé journalier des prestations auxquelles la fiche de paie se rapporte.

Le présent arrêté a été adapté aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 42.873/1 du 24 avril 2007.

Au regard de la remarque du Conseil d'Etat relative à la rétroactivité de certaines dispositions de l'arrêté, il convient de remarquer que :

1° La rétroactivité de l'article 3 garantit aux employeurs le maintien de la situation qui prévalait au 31 décembre 2006; si l'article 3 n'avait pas eu cet effet rétroactif, cela aurait impliqué que certains employeurs auraient dû tenir deux types de documents différents au cours de l'année 2007;

2° La rétroactivité au 1<sup>er</sup> avril 2007 de l'article 1<sup>er</sup> est une rétroactivité « formelle » plutôt que de fond dans la mesure où :

— l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 fixant les rémunérations forfaitaires journalières pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les travailleurs manuels dont la rémunération est constituée, en tout ou en partie, par des pourboires ou du service, ainsi que pour les travailleurs liés par un contrat d'engagement pour la pêche maritime a été adapté avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2007 en réalisant l'alignement des rémunérations forfaitaires journalières sur le revenu minimum mensuel moyen garanti (prévu par l'article 1<sup>er</sup> dans la modification de l'article 25, § 2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs) et en adaptant la liste des fonctions et des commissions paritaires dans lesquelles, pour les travailleurs manuels rémunérés totalement ou partiellement au pourboire ou au service, les rémunérations journalières forfaitaires sont utilisées comme base de calcul des cotisations de sécurité sociale;

HOOFDSTUK 3. — *Indexatie en aanpassingen van de forfaitaire daglonen van de werknemers beoogd in de artikelen 25 en 31bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

Zowel de forfaitaire lonen van de werknemers wier loon uit fooien of bedieningsgeld bestaat als de forfaits van toepassing op gelegenheids-werknemers worden geïndexeerd en aangepast.

Het indexeringsmechanisme dat in artikel 8 is voorzien, is het mechanisme dat in de sector van het hotelbedrijf van toepassing is.

Ook twee mechanismen voor aanpassing aan de evolutie van de « lonen » werden voorzien.

Wat betreft de paritaire comités of subcomités bepaald door de Minister van Sociale Zaken bij toepassing van artikel 25, § 1 van het koninklijk besluit van 28 november 1969, zullen de forfaitaire daglonen worden aangepast aan de evolutie van het GGMMI, op 1 januari van elk jaar. Indien het GGMMI tijdens het jaar wordt verhoogd (dit zal het geval zijn in 2008 ter uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008, vanaf 1 oktober 2008), zullen de forfaitaire daglonen op dezelfde datum worden aangepast.

De tweede aanpassing van de (geïndexeerde) forfaitaire lonen is de aanpassing aan de evolutie van de conventionele lonen. Deze aanpassing geldt in de sectoren van de landbouw en de tuinbouw wat betreft de gelegenheidswerknemers, en in de horecasector wat betreft, enerzijds, hun werknemers wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat en, anderzijds, hun gelegenheidswerknemers. De aanpassingsprocedure is dezelfde als degene die bij koninklijk besluit van 21 april 2007 werd ingevoerd voor de gelegenheidswerknemers in de land- en tuinbouw. Behalve in uitzonderlijke gevallen zal geen besluit nodig zijn voor de aanpassing. Een specifieke procedure werd voorzien opdat de RSZ en de FOD Sociale Zekerheid vlot zouden kunnen beschikken over de gegevens, door bemiddeling van de Voorzitters van de betrokken paritaire comités (tuinbouw, landbouw en hotelbedrijf). De RSZ en de FOD zullen de Minister van Sociale Zaken hun gezamenlijk voorstel voor aanpassing aan de evolutie van de conventionele lonen voorleggen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Diverse bepalingen*

Artikel 10 voorziet in de verplichting voor de werkgever die ressorteert onder het hotelbedrijf bij de loonfiche van de werknemers wier loon uit fooien of bedieningsgeld bestaat en van de gelegenheidswerknemers een dagelijks overzicht van de prestaties waarover de loonfiche betrekking heeft, bij te voegen.

Dit besluit werd aangepast aan de opmerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies 42.873/1 van 21 april 2007.

Ten aanzien van de opmerking van de Raad van State betreffende de terugwerkende kracht van sommige bepalingen van het besluit dient het volgende opgemerkt zijn :

1° De terugwerkende kracht van artikel 3 waarborgt aan de werkgevers de voortzetting van de toestand die op 31 december 2006 gold; indien artikel 3 geen terugwerkende kracht zou hebben, zou dit impliceren dat sommige werkgevers twee soorten documenten in de loop van 2007 zou moeten bijhouden;

2° De terugwerkende kracht op 1 april 2007 van artikel 1 is eerder een « formele » terugwerkende kracht dan een echte terugwerkende kracht in de mate dat :

— het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de forfaitaire daglonen voor de berekening van de bijdragen voor sociale zekerheid verschuldigd voor de handarbeiders wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat, evenals voor de werknemers die door een arbeidsovereenkomst voor de zeevissers zijn verbonden werd gewijzigd met uitwerking vanaf 1 april 2007 om de forfaitaire daglonen op het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen te aligneren (alignering voorzien bij artikel 1 houdende wijziging van artikel 25, § 2 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders) en om de lijst van de functies en van de paritaire comités aan te passen voor welke de forfaitaire daglonen als berekeningsbasis van de sociale zekerheidsbijdragen toegepast worden met betrekking tot de handarbeiders geheel of gedeeltelijk bezoldigd met fooien of bedieningsgeld;

— les dispositions en cause résultent d'un accord conclu avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs siégeant tant au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière que du Conseil national du Travail;

— par l'intermédiaire de leurs organisations respectives, tant les employeurs et leurs secrétariats sociaux que les travailleurs et l'organisme de perception des cotisations de sécurité sociale ont été informés avant le 1<sup>er</sup> avril 2007 des nouvelles dispositions contenues dans l'article examiné;

— la disposition devait être connue des employeurs et de leurs secrétariats sociaux au moment du calcul des rémunérations relatives au mois d'avril 2007; tel est le cas suite à la publication au *Moniteur belge* du 27 avril de l'arrêté ministériel du 13 avril 2007 fixant les rémunérations journalières forfaitaires à partir du 1<sup>er</sup> avril 2007.

3° En ce qui concerne l'article 8, il s'agit également d'une rétroactivité formelle dans la mesure où les montants en cause étaient connus des employeurs, de leurs secrétariats sociaux, des travailleurs et de l'organisme de perception des cotisations de sécurité sociale du fait qu'ils ont été communiqués dans le cadre des demandes d'avis. Pour le surplus, les motifs invoqués au sujet de l'article 1<sup>er</sup> sont applicables.

4° La rétroactivité de l'article 9 n'existe pas dans les faits pour les raisons suivantes :

— les dispositions contenues dans le § 1<sup>er</sup> de l'article 32*bis* sont la reprise d'une disposition contenue dans l'arrêté royal du 21 avril 2007;

— le § 2 n'a d'effet qu'au 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs.  
Le Ministre des Affaires sociales,  
R. DEMOTTE  
Le Ministre de l'Emploi,  
P. VAN VELTHOVEN

30 AVRIL 2007. — Arrêté royal modifiant les articles 8*quater*, 25, 31*bis* et 32 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, et les articles 5*bis* et 9*septies* de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 23, modifié par l'arrêté royal du 8 août 1997 et la loi du 24 décembre 2002;

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 38;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 12*ter*;

— de bedoelde bepalingen spruiten uit een akkoord voort gesloten met de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties zezelend enerzijds in het paritair comité voor het hotelbedrijf en anderzijds in de Nationale Arbeidsraad;

— door toedoen van hun respectievelijke organisaties werden zowel de werkgevers en hun sociale secretariaten als de werknemers en de inninginstelling van de sociale zekerheidsbijdragen vóór 1 april 2007 op de hoogte gebracht van de nieuwe bepalingen vervat in het onderzochte artikel;

— de bepaling moest door de werkgevers en hun sociale secretariaten gekend zijn op het tijdstip van de berekening van de lonen van de maand april 2007; dit is het geval met de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van 27 april van het ministerieel besluit van 13 april 2007 houdende vaststelling van de forfaitaire daglonen met ingang vanaf 1 april 2007;

3° De terugwerkende kracht van artikel 8 is eveneens een « formele » terugwerkende kracht in de mate dat de bedoelde bedragen gekend waren door de werkgevers, hun sociale secretariaten, de werknemers en de inninginstelling van de sociale zekerheidsbijdragen langs hun mededeling in het kader van de adviesaanvragen. Voor het overige zijn de met betrekking tot artikel 1 vermelde motieven van toepassing;

4° In feiten bestaat de terugwerkende kracht van artikel 9 niet om de volgende redenen :

— de bepalingen vervat in § 1 van artikel 32*bis* nemen een bepaling over die vervat zat in het koninklijk besluit van 21 april 2007;

— § 2 treedt pas op 1 juli 2007 in werking.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars.  
De Minister van Sociale Zaken,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Werk,  
P. VAN VELTHOVEN

30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 8*quater*, 25, 31*bis* en 32 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en de artikelen 5*bis* en 9*septies* van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 en de wet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 12*ter*;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment, l'article 8*quater*, inséré par l'arrêté royal du 27 mai 2003, modifié et abrogé par l'arrêté royal du 17 novembre 2005 et rétabli par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, l'article 25, remplacé par l'arrêté royal du 12 mars 2003 et modifié par l'arrêté royal du 27 mars 2003, l'article 31*bis*, inséré par l'arrêté royal du 21 juin 1994 et remplacé par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, et l'article 32, modifié par les arrêtés royaux des 27 octobre 1994, 11 décembre 2001 et 21 avril 2007;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 5*bis*, inséré par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, et l'article 9*septies* inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil national du Travail donné le, 30 mars 2007;

Vu la demande d'avis adressée le 9 janvier 2007 à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

Vu l'urgence motivé par :

Certaines dispositions du projet entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007 et cette date d'entrée en vigueur est indispensable pour exécuter l'accord conclu avec les partenaires sociaux sectoriels suite à l'avis émis par le Conseil national du Travail en date du 30 mars 2007;

Les employeurs doivent être informés sans délai de la réglementation qu'ils devront respecter à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007 et pour lesquelles ils doivent effectuer des démarches pour fin juin au plus tard; qu'ils doivent disposer d'un délai suffisant pour permettre un respect de la réglementation;

Les employeurs et leurs secrétariats sociaux devront procéder à des adaptations de programmes informatiques qui devront être en production au plus tard juin pour certains aspects et au 1<sup>er</sup> juillet 2007 pour d'autres;

Le Fonds social et de Garantie Horeca doit également prendre des dispositions pour pouvoir faire face à certaines obligations prévues dans le projet;

La Commission paritaire de l'Industrie hôtelière devra conclure des conventions collectives de travail adaptant les missions du Fonds Social et de Garantie Horeca;

L'organisme de perception des cotisations de sécurité sociale doit adapter ses instructions et les programmes relatifs à la Dmfa de sorte que dès le début du 3<sup>e</sup> trimestre 2007, les employeurs et leurs secrétariats sociaux puissent appliquer correctement la réglementation;

Les organisations sectorielles représentatives des employeurs et des travailleurs doivent pouvoir informer leurs membres; le monde des employeurs du secteur étant constitués principalement de petites entreprises (en moyenne moins de 10 travailleurs), cet effort d'informations exige un temps plus long que si le secteur était composé d'entreprises occupant en moyenne une centaine de travailleurs;

Les services publics doivent également former les membres de leur personnel chargés de l'exécution ou du contrôle des nouvelles dispositions;

Vu l'avis n° 42.873/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op het artikel 8*quater*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 mei 2003, gewijzigd en opgeheven bij het koninklijk besluit van 17 november 2005 en opnieuw ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, het artikel 25, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 maart 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2003, het artikel 31*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1994 en vervangen bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, en het artikel 32, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 oktober 1994, 11 december 2001 en 21 april 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 5*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, en artikel 9*septies*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, van 30 maart 2007;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 30 maart 2007;

Gelet op de adviesaanvraag gericht op 9 januari 2007 aan het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door :

Sommige bepalingen van het ontwerp hebben uitwerking met ingang vanaf 1 april 2007 en die datum van uitwerking is onontbeerlijk om het akkoord gesloten met de sectorale sociale partners uit te voeren ten gevolge het advies uitgebracht door de Nationale Arbeidsraad op datum van 30 maart 2007;

De werkgevers moeten onverwijld ingelicht worden omtrent de reglementering die zij vanaf 1 juli 2007 zullen moeten nakomen en ten gevolge van welke zij sommige stappen moeten ondernemen tegen uiterlijk einde juni 2007; dat zij over een voldoende termijn moeten beschikken om de naleving van de reglementering mogelijk te maken;

De werkgevers en hun sociale secretariaten zullen sommige aanpassingen aan hun informaticaprogramma's moeten doorvoeren, aanpassingen die uiterlijk einde juni voor sommige aspecten en vanaf 1 juli 2007 voor andere in productie zijn;

Het Waarborg en Sociaal Fonds Horeca moet eveneens maatregelen treffen om het hoofd te kunnen bieden aan sommige in het ontwerp voorziene verplichtingen;

Het paritair comité voor het hotelbedrijf zal collectieve arbeidsovereenkomsten moeten sluiten tot aanpassing van de opdrachten van het Waarborg en Sociaal Fonds Horeca;

De inrichting van de sociale zekerheidsbijdragen moet zijn onderrichtingen en Dmfa-programma's aanpassen zodat vanaf het begin van het derde kwartaal 2007 de werkgevers en hun sociale secretariaten de reglementering correct kunnen toepassen;

De sectorale representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties moeten over de mogelijkheid beschikken om hun leden in te lichten; gezien het feit dat de werkgeverswereld van de sector voornamelijk samengesteld is uit kleine ondernemingen (gemiddeld minder dan 10 werknemers) vereist die informatieinspanning meer tijd dan indien de sector uit onderneming met gemiddeld een hondertal werknemers zou samengesteld zijn;

De overheidsdiensten moeten eveneens hun personeelsleden belast met de uitvoering of de controle van de nieuwe bepalingen opleiden;

Gelet op het advies nr. 42.873/1 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;



Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Les travailleurs manuels dont la rémunération est constituée en tout ou en partie par des pourboires ou du service*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 25 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par l'arrêté royal du 12 mars 2003 et modifié par l'arrêté royal du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les travailleurs manuels qui exercent une des fonctions déterminées par le Ministre des Affaires sociales et dont la rémunération est constituée en tout ou en partie par des pourboires ou du service, les cotisations sont, dans les cas visés à l'alinéa 2 du présent paragraphe, calculées sur la base d'un montant obtenu en multipliant les rémunérations forfaitaires journalières par le nombre des journées de travail du trimestre, énumérées à l'article 24, 1<sup>o</sup>, a, b et c.

Le Ministre des Affaires sociales détermine les commissions et sous commissions paritaires dans lesquelles le recours aux rémunérations forfaitaires journalières est applicable ainsi que les fonctions exercées permettant l'application de ces rémunérations forfaitaires journalières.

Les rémunérations forfaitaires journalières sont, par fonction, fixées par le Ministre des Affaires sociales.

Ces rémunérations forfaitaires journalières s'appliquent lorsque le régime de travail du travailleur n'est pas de 6 jours par semaine au cours du trimestre.

Lorsque le régime de travail du travailleur est de 6 jours par semaine au cours du trimestre, les rémunérations forfaitaires journalières sont réduites de 16,7 %.

En ce qui concerne les travailleurs dont la rémunération est constituée en tout ou en partie par des pourboires ou du service, et qui n'exercent pas une fonction déterminée par le Ministre des Affaires Sociales ou exercent une fonction déterminée par le Ministre des Affaires sociales auprès d'un employeur qui ne ressort pas d'une commission ou sous commission paritaire déterminée par le Ministre des Affaires sociales, les cotisations se calculent sur les rémunérations réelles, sans que celles-ci ne puissent être inférieures ni au revenu minimum mensuel moyen garanti ni au salaire conventionnel sectoriel qui leur est applicable.

§ 2. Si les rémunérations forfaitaires journalières, indexées conformément aux dispositions de l'article 32, § 4, et adaptées conformément aux dispositions de l'article 32bis, sont inférieures à 1/21<sup>e</sup>, en ce qui concerne l'occupation selon le régime de la semaine de cinq jours, ou 1/26<sup>e</sup>, en ce qui concerne l'occupation selon le régime de la semaine de six jours, du revenu minimum mensuel moyen garanti, les cotisations seront calculées sur ce dernier montant.

§ 3. Si les rémunérations forfaitaires journalières, indexées conformément aux dispositions de l'article 32, § 4, et adaptées conformément aux dispositions de l'article 32bis, sont inférieures à 1/5<sup>e</sup>, en ce qui concerne l'occupation selon le régime de la semaine de cinq jours, ou 1/6<sup>e</sup>, en ce qui concerne l'occupation selon le régime de la semaine de six jours, des rémunérations hebdomadaires minimales conventionnelles applicables dans le secteur concerné et obtenues en multipliant le salaire horaire applicable dans le secteur par la durée hebdomadaire normale de travail, les cotisations seront calculées sur ce dernier montant, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Pour la commission paritaire de l'industrie hôtelière, l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe s'applique intégralement à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008. L'alignement sera réalisé par étapes au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 1<sup>er</sup> octobre 2008. Notre Ministre des Affaires sociales détermine les adaptations à réaliser aux dates qu'il déterminera.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *De handarbeiders wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat*

**Artikel 1.** Artikel 25 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 maart 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 25. § 1. Wat de handarbeiders betreft die één van de functies bepaald door de Minister van Sociale Zaken uitoefenen en wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat, worden de bijdragen, in de gevallen voorzien in lid 2 van deze paragraaf, berekend op grond van een bedrag dat verkregen wordt door de forfaitaire daglonen te vermenigvuldigen met het aantal arbeidsdagen van het kwartaal, opgesomd in artikel 24, 1<sup>o</sup>, a, b en c.

De Minister van Sociale Zaken bepaalt de paritaire comités en subcomités in welke de forfaitaire daglonen van toepassing zijn evenals de uitgeoefende functies waarop deze forfaitaire daglonen kunnen toegepast worden.

De forfaitaire daglonen worden per functie door de Minister van Sociale Zaken vastgesteld.

Deze forfaitaire daglonen zijn van toepassing wanneer de arbeidsregeling van de werknemer minder dan 6 dagen per week bedraagt in de loop van het kwartaal.

Wanneer de arbeidsregeling van de werknemer zes dagen per week bedraagt in de loop van het kwartaal, worden de forfaitaire daglonen verminderd met 16,7 %.

Wat de werknemers betreft wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat en die één van de functies bepaald door de Minister van Sociale Zaken niet uitoefenen of die één van de functies bepaald door de Minister van Sociale Zaken uitoefenen bij een werkgever die niet onder een paritair comité of subcomité bepaald door de Minister van Sociale Zaken ressorteert, worden de bijdragen berekend op de werkelijke lonen, zonder dat deze lager mogen zijn dan het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen of dan het toepasselijke conventionele sectorloon.

§ 2. Indien de forfaitaire daglonen, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 32, § 4, en aangepast overeenkomstig de bepalingen van artikel 32bis, minder bedragen dan 1/21<sup>ste</sup>, voor wat betreft de tewerkstelling in de vijf dagenweek, of 1/26<sup>ste</sup>, voor wat betreft de tewerkstelling in de zes dagenweek, van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen worden de bijdragen berekend op dit laatste bedrag.

§ 3. Indien de forfaitaire daglonen, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 32, § 4, en aangepast overeenkomstig de bepalingen van artikel 32bis, minder bedragen dan 1/5<sup>de</sup>, voor wat betreft de tewerkstelling in de vijf dagenweek, of 1/6<sup>de</sup>, voor wat betreft de tewerkstelling in de zes dagenweek, van de conventionele minimum weelonen van toepassing in de betrokken sector en verkregen door het uurloon van toepassing in de sector te vermenigvuldigen met de normale wekelijkse arbeidsduur, worden de bijdragen berekend op dit laatste bedrag, vanaf 1 juli 2007.

Voor het Paritair Comité voor het hotelbedrijf is het eerste lid van de huidige paragraaf integraal van toepassing vanaf 1 oktober 2008. De aanpassing zal gerealiseerd worden in stappen tijdens de periode aanvangend op 1 juli 2007 en eindigend op 1 oktober 2008. Onze Minister van Sociale Zaken bepaalt de te realiseren aanpassingen op de data die hij zal bepalen.

§ 4. Lorsque le régime de travail hebdomadaire du travailleur visé au § 1<sup>er</sup> est un régime de travail à temps partiel, le principe de proportionnalité tel que prévu par l'article 14bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés est d'application. Notre Ministre des Affaires Sociales détermine les modalités d'application.

Les prestations en service coupé sont toujours considérées comme étant effectuées à temps plein.

§ 5. Lorsque le travailleur est rémunéré partiellement au pourboire et au service et que la rémunération du trimestre non constituée par des pourboires et du service, à l'exclusion de la prime de fin d'année, excède le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, les cotisations se calculent exclusivement sur la fraction non constituée des pourboires ou du service conformément aux dispositions de la section 1<sup>re</sup>.

Les cotisations sont toujours calculées sur la prime de fin d'année, que celle-ci soit payée directement par l'employeur ou par un tiers-payant. »

## CHAPITRE 2. — *Les travailleurs occasionnels*

**Art. 2.** L'article 8quater de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, rétabli par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, est abrogé avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2007.

**Art. 3.** Du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2007, pour l'application de l'article 31bis, § 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la tenue du registre de présence délivré par le Fonds social et de garantie horeca est assimilée à la tenue du formulaire occasionnel pour le secteur horeca.

**Art. 4.** L'article 31bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 juin 1994 et remplacé par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 2007, est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les cotisations dues pour les travailleurs occasionnels visés à l'article 8bis sont calculées sur une rémunération journalière forfaitaire, comme indiqué ci-après :

1° en ce qui concerne les travailleurs manuels ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture, la rémunération journalière forfaitaire est de 14,20 EUR;

2° en ce qui concerne les travailleurs manuels ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, la rémunération journalière forfaitaire est de 13,86 EUR;

Par dérogation à l'alinéa précédent, en ce qui concerne les travailleurs manuels qui travaillent dans la culture du chicon, les cotisations dues sont calculés sur une rémunération journalière forfaitaire respectivement de 13,86 EUR pour les 65 premiers jours d'occupation et de 17,33 EUR pour les 35 jours supplémentaires visés à l'article 8bis, § 2, alinéa 2.

Chaque année, à la date du 1<sup>er</sup> janvier, cette rémunération journalière forfaitaire est indexée comme indiqué à l'article 32 et est également actualisée en fonction de l'évolution des salaires comme déterminé à l'article 32bis.

Sans préjudice de l'application de sanctions civiles ou pénales, les cotisations dues pour les travailleurs occasionnels se calculent sur les salaires effectifs :

1° Lorsque les travailleurs ne sont pas en possession d'un "formulaire occasionnel" délivré par l'organisme désigné par les Ministres de l'Emploi et des Affaires sociales et destiné à établir le nombre de jours d'occupation du travailleur dans respectivement le secteur horticole ou le secteur agricole ou lorsqu'ils n'en respectent pas les modalités de tenue.

§ 4. Wanneer de wekelijkse arbeidstijdsregeling van de in § 1 bedoelde werknemer voorziet in een deeltijdse arbeidsregeling, is het evenredigheidsprincipe zoals voorzien bij artikel 14bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers van toepassing. Onze Minister van Sociale Zaken bepaalt de toepassingsmodaliteiten.

De prestaties in onderbroken dienst worden altijd beschouwd als zijnde voltijds uitgeoefend.

§ 5. Wanneer de werknemer gedeeltelijk met fooien en bedieningsgeld wordt betaald en het loon van het kwartaal dat niet uit fooien en bedieningsgeld bestaat, met uitzondering van de eindejaarspremie, meer bedraagt dan het overeenkomstig de eerste paragraaf vastgestelde bedrag, worden de bijdragen uitsluitend berekend op het gedeelte dat niet uit fooien of bedieningsgeld bestaat overeenkomstig het bepaalde in afdeling 1.

De bijdragen worden steeds op de eindejaarspremie berekend, ongeacht of deze rechtstreeks door de werkgever of door een derde-betaler wordt betaald. »

## HOOFDSTUK 2. — *De gelegenhedswerknemers*

**Art. 2.** Artikel 8quater van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, opnieuw ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, wordt opgeheven met ingang vanaf 1 juli 2007.

**Art. 3.** Van 1 januari 2007 tot 31 december 2007 wordt, voor de toepassing van artikel 31bis, § 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, het bijhouden van het aanwezigheidsregister afgeleverd door het Waarborg en Sociaal Fonds Horeca gelijkgesteld met het bijhouden van het gelegenhedsformulier voor de horecasector.

**Art. 4.** Artikel 31bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1994 en vervangen bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 2007 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De bijdragen verschuldigd voor de gelegheidsarbeiders bedoeld in artikel 8bis worden berekend op een forfaitair dagloon, zoals hierna bepaald :

1° wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor de landbouw ressorteren, bedraagt het forfaitair dagloon 14,20 EUR;

2° wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf ressorteren, bedraagt het forfaitair dagloon 13,86 EUR;

In afwijking van het vorige lid worden, voor handarbeiders die werken in de witloofteelt, de verschuldigde bijdragen berekend op een forfaitair dagloon dat respectievelijk 13,86 EUR bedraagt voor de eerste 65 dagen van tewerkstelling en 17,33 EUR voor de 35 extra dagen bedoeld in artikel 8bis, § 2, tweede lid.

Ieder jaar wordt dit forfaitair dagloon op 1 januari geïndexeerd zoals bepaald in artikel 32 en wordt het ook geactualiseerd in het licht van de ontwikkeling van de lonen zoals bepaald in artikel 32bis.

Onverminderd de toepassing van burgerlijke of strafsancties, worden de voor de gelegheidswerkers verschuldigde bijdragen berekend op de werkelijke lonen :

1° Wanneer de werknemers niet in het bezit zijn van een "gelegenhedsformulier" toegekend door de instelling aangewezen door de Ministers van Werk en van Sociale Zaken en bestemd om het aantal dagen van tewerkstelling van de werknemer in respectievelijk de tuinbouwsector of de landbouwsector vast te stellen of wanneer zij de regels voor het bijhouden ervan niet naleven.

Nos Ministres précités déterminent le modèle, les conditions de délivrance et de tenue de ce formulaire; il n'est en aucun cas délivré de duplicata.

2° Lorsque l'employeur ne réalise pas de manière journalière la déclaration immédiate de l'emploi conformément à l'article 5bis, § 2 de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi.

§ 2. Les cotisations dues pour les travailleurs engagés pour une durée maximale de deux jours consécutifs chez un employeur qui relève de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini et à l'égard desquels l'employeur fait usage de l'article 5bis, § 3, 1°, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, dénommés ci-après travailleurs occasionnels, sont calculées sur la rémunération réelle sauf, pour autant qu'ils exercent une des fonctions déterminées par le Ministre des Affaires Sociales en application de l'article 25, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, dans le cas où ils sont rémunérés par du pourboire ou du service. Dans ce dernier cas, les cotisations sont calculées conformément aux dispositions de l'article 25, la rémunération journalière forfaitaire étant augmentée de 6 euros lorsque les prestations sont effectuées le samedi ou la veille d'un jour férié et de 12 euros lorsque les prestations sont effectuées le dimanche ou un jour férié.

Lorsque l'employeur fait usage de l'article 5bis, § 3, 2°, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, les cotisations dues pour les travailleurs engagés pour une durée maximale de deux jours consécutifs chez un employeur qui relève de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou dans le cadre d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini, dénommés ci-après travailleurs occasionnels, sont calculées sur une rémunération journalière forfaitaire, comme indiqué ci-après :

1° En ce qui concerne les travailleurs occasionnels relevant du bloc temps de 5 heures au sens de l'article 5bis, § 3, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et pour autant que la journée ne comporte pas un service coupé, la rémunération journalière forfaitaire est de 32,93 euros, indexée conformément aux dispositions de l'article 32, § 4, et adaptée conformément aux dispositions de l'article 32bis, § 1<sup>er</sup>.

Le montant de 32,93 euros est remplacé par le montant de :

a) 38,93 euros lorsque les prestations sont effectuées le samedi ou la veille d'un jour férié;

b) 44,93 euros lorsque les prestations sont effectuées le dimanche ou un jour férié.

2° En ce qui concerne les travailleurs occasionnels relevant du bloc temps de 11 heures au sens de l'article 5bis, § 3, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions ainsi que lorsque la prestation comporte un service coupé, la rémunération journalière forfaitaire est de 65,86 euros, indexée conformément aux dispositions de l'article 32, § 4, et adaptée conformément aux dispositions de l'article 32bis, § 1<sup>er</sup>.

Onze voornoemde Ministers bepalen het model, de toekenningsvoorwaarden en de wijze waarop dit formulier bijgehouden wordt; er wordt in geen enkel geval een duplicaat bezorgd.

2° Wanneer de werkgever nalaat de onmiddellijke aangifte van tewerkstelling te doen overeenkomstig artikel 5bis, § 2 van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling.

§ 2. De bijdragen verschuldigd voor de werknemers in dienst genomen voor een maximumduur van twee opeenvolgende dagen bij een werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, in het kader van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of met een arbeidsovereenkomst voor een duidelijk omschreven werk, en ten aanzien van wie de werkgever gebruik maakt van artikel 5bis, § 3, 1°, van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, hierna gelegenheidswerknemers genoemd, worden berekend op het werkelijke loon, behalve en voorzover zij één der functies bepaald door de Minister van Sociale Zaken bij toepassing van artikel 25, § 1, eerste en tweede lid uitoefenen wanneer hun loon bestaat uit fooien of bedieningsgeld. In dat laatste geval worden de bijdragen berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 25; het forfaitair dagloon wordt met 6 euro verhoogd wanneer de prestaties verricht worden op zaterdag of op de dag voor een feestdag en met 12 euro wanneer de prestaties verricht worden op een zondag of een feestdag.

Wanneer de werkgever gebruik maakt van artikel 5bis, § 3, 2°, van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, worden de bijdragen verschuldigd voor de werknemers in dienst genomen voor een maximumduur van twee opeenvolgende dagen bij een werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, in het kader van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of met een arbeidsovereenkomst voor een duidelijk omschreven werk, hierna gelegenheidswerknemers genoemd, berekend op een forfaitair dagloon, zoals hierna bepaald :

1° Wat de gelegenheidswerknemers betreft die vallen onder het tijdsblok van 5 uur in de zin van artikel 5bis, § 3, van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en voorzover de dag geen prestatie met onderbroken dienst bevat, bedraagt het forfaitair dagloon 32,93 euro, geïndexeerd volgens de bepalingen van artikel 32, § 4, en aangepast volgens de bepalingen van artikel 32bis, § 1.

Het bedrag van 32,93 euro wordt vervangen door het volgende bedrag :

a) 38,93 euro wanneer de prestaties verricht worden op zaterdag of op de dag voor een feestdag;

b) 44,93 euro wanneer de prestaties verricht worden op een zondag of een feestdag.

2° Wat de gelegenheidswerknemers betreft die vallen onder het tijdsblok van 11 uur in de zin van artikel 5bis, § 3, van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels alsook indien de prestatie een onderbroken dienst bevat, bedraagt het forfaitair dagloon 65,86 euro, geïndexeerd volgens de bepalingen van artikel 32, § 4, en aangepast volgens de bepalingen van artikel 32bis, § 1.

Le montant de 65,86 euros est remplacé par le montant de :

a) 71,86 euros lorsque les prestations sont effectuées le samedi ou la veille d'un jour férié;

b) 77,86 euros lorsque les prestations sont effectuées le dimanche ou un jour férié.

L'employeur qui relève de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière doit, sauf s'il fait usage de l'article 5bis, § 3, 1° de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, tenir un registre de mesure du temps de travail visé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux en y mentionnant les travailleurs occasionnels. Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2007, la tenue du registre de présence délivré par le Fonds social et de garantie horeca est assimilée à la tenue du registre de mesure du temps de travail visé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux.

Sans préjudice de l'application de sanctions civiles ou pénales et des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° de ce paragraphe, lorsque la déclaration immédiate pour l'emploi a été faite pour un bloc temps de 5 heures alors que le registre de mesure du temps de travail visé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux comporte l'indication selon laquelle le travailleur a presté plus que 5 heures ainsi que lorsque les prestations effectives dépassent 5 heures, les cotisations dues pour les travailleurs occasionnels sont calculées sur la rémunération journalière forfaitaire applicable pour le bloc temps de 11 heures, indexées conformément aux dispositions de l'article 32, § 4, et adaptées conformément aux dispositions de l'article 32bis, § 1<sup>er</sup>.

Sans préjudice de l'application de sanctions civiles ou pénales, les cotisations dues pour les travailleurs occasionnels se calculent sur les rémunérations réelles, sans que celles-ci puissent être inférieures aux rémunérations forfaitaires journalières visées à l'article 25 pour la fonction que le travailleur occupe, si ledit article lui avait été applicable :

1° lorsque l'employeur qui n'en est pas dispensé en vertu de l'alinéa 3 du présent paragraphe ne détient pas ou ne tient pas de manière journalière le registre de mesure du temps de travail visé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux;

2° lorsque l'employeur ne réalise pas de manière journalière la déclaration visée à l'article 5bis, § 3, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi.

§ 3. La réglementation contenue aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 et à l'article 8bis relève de l'application des aides de minimis telles que reprises dans le Règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis, et les éventuelles modifications ultérieures de ce règlement.

Le montant total des aides de minimis octroyées à une entreprise ne peut excéder 200.000 euros sur une période de trois ans. La période de trois ans prise comme référence peut varier, de sorte qu'à chaque moment d'application de la disposition il y a lieu de prendre en compte le montant total des aides de minimis accordées au cours des trois années précédentes.

L'octroi de la disposition visée aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 et à l'article 8bis est subordonnée à la condition que l'entreprise s'engage à ne pas dépasser le plafond visé au Règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis.

Het bedrag van 65,86 euro wordt vervangen door het volgende bedrag :

a) 71,86 euro wanneer de prestaties verricht worden op een zaterdag of op de dag voor een feestdag;

b) 77,86 euro wanneer de prestaties verricht worden op een zondag of een feestdag.

De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf dient, uitgezonderd indien hij gebruik maakt van artikel 5bis, § 3, 1° van het koninklijk besluit van 5 november 2002, tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, een register voor werktijdregeling bedoeld in artikel 4, § 3 van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten bij te houden waarin de gelegenheidswerknemers worden vermeld. Voor de periode van 1 juli 2007 tot 31 december 2007 wordt het bijhouden van het aanwezigheidsregister uitgereikt door Waarborg en sociaal fonds horeca gelijkgesteld met het bijhouden het register voor werktijdregeling bedoeld in artikel 4, § 3 van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten

Onverminderd de toepassing van burgerlijke of strafsancities en van de bepalingen van het eerste lid, 1° en 2° van deze paragraaf, wanneer de onmiddellijke aangifte van tewerkstelling gedaan is voor een tijdsblok van 5 uur terwijl het register voor werktijdregeling bedoeld in artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten aangeeft, dat de werknemer meer dan 5 uren heeft gepresteerd alsook wanneer de effectieve prestaties 5 uren overschrijden, worden de bijdragen verschuldigd voor de gelegenheidswerknemers berekend op het forfaitaire dagloon van toepassing voor het tijdsblok van 11 uur, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 32, § 4, en aangepast overeenkomstig de bepalingen van artikel 32bis, § 1.

Onverminderd de toepassing van burgerlijke of strafsancities, worden de voor de gelegenheidswerknemers verschuldigde bijdragen berekend op de werkelijke lonen, zonder dat deze lager kunnen zijn dan de forfaitaire daglonen bedoeld in artikel 25 voor de functie die de werknemer bekleedt, wanneer het bovengenoemde artikel op hem van toepassing zou zijn geweest :

1° wanneer de werkgever die er niet van vrijgesteld is bij toepassing van het derde lid van deze paragraaf niet in het bezit is van het register voor werktijdregeling bedoeld in artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten of het niet dagelijks bijhoudt;

2° wanneer de werkgever nalaat dagelijks de onmiddellijke aangifte van tewerkstelling te doen overeenkomstig artikel 5bis, § 3, van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling.

§ 3. De regelgeving vervat in §§ 1 en 2 en in artikel 8bis valt onder de toepassing van de de minimis-steun zoals vervat in de Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de de minimis-steun en de eventuele latere wijzigingen van deze verordening.

Het totaalbedrag van de de minimis-steun die is verleend aan één onderneming mag niet hoger zijn dan 200.000 euro over een periode van drie jaar. De relevante periode van drie jaar is van verschuivende aard, zodat bij elke toepassing van de regeling het totaalbedrag van de de minimis-steun die gedurende de voorgaande drie jaar is verleend, in aanmerking moet worden genomen.

De toekenning van de regeling vervat in §§ 1, 2 en 3 en in artikel 8bis is verbonden aan de voorwaarde dat de onderneming de verbintenis aangaat dat ze het plafond vermeld in de Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de de minimis-steun, niet zal overschrijden.

§ 4. Pour l'application des paragraphes précédents, l'employeur qui relève de la commission paritaire pour le travail intérimaire, est assimilé à un employeur ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière ou à la commission paritaire pour les entreprises horticoles ou à la Commission paritaire de l'agriculture lorsque l'occupation a lieu auprès d'un utilisateur ressortissant auxdites Commissions paritaires, sauf en ce qui concerne l'employeur qui occupe des travailleurs relevant de la Commission paritaire des entreprises horticoles, dans le travail de la culture du chicon, en ce qui concerne les 35 derniers jours des 100 jours, visés à l'article 8bis, alinéa 2, 4<sup>o</sup>. »

**Art. 5.** L'article 5bis de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5bis. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par travailleurs occasionnels les travailleurs engagés pour une durée maximale de deux jours consécutifs chez le même employeur qui relève de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière par un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou par un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini ainsi que les travailleurs visés à l'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 2. L'employeur ressortissant soit à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, soit à la Commission paritaire de l'agriculture, soit à la commission paritaire pour le travail intérimaire communique de manière journalière, pour les travailleurs occasionnels qu'il occupe, en même temps que les données énumérées à l'article 4, les données suivantes :

1<sup>o</sup> l'heure du début de la prestation;

2<sup>o</sup> l'heure de fin de la prestation.

§ 3. L'employeur ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, communique de manière journalière, pour les travailleurs occasionnels qu'il occupe, en même temps que les données énumérées à l'article 4, les données suivantes :

1<sup>o</sup> soit l'heure du début de la prestation et l'heure de fin de prestation;

2<sup>o</sup> soit l'heure de début de prestation et le bloc temps qui correspond aux prestations du travailleur.

Le bloc temps de 5 heures correspond aux prestations de 5 heures et moins. Le bloc temps de 11 heures correspond aux prestations de plus de 5 heures.

En déclarant pour la première fois soit via le système « début de la prestation et heure de fin de prestation » soit via le système du « bloc temps », l'employeur fait un choix pour un système de déclaration qui lie pour une année civile à l'égard de l'ensemble de ses travailleurs occasionnels.

Si l'employeur désire changer de système de déclaration pour l'année civile suivante, il doit déclarer ceci au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de l'année civile courante pour avoir effet le 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile nouvelle.

§ 4. Voor de toepassing van de vorige paragrafen wordt de werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid gelijkgesteld met een werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf of het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf of het Paritair Comité voor de landbouw wanneer de tewerkstelling plaats heeft bij een gebruiker die ressorteert onder bovengenoemde Paritaire Comités, behalve wat de werkgever betreft die werknemers tewerkstelt die onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf ressorteren, in het werk van de witloofteelt, voor wat betreft de 35 laatste dagen van de 100 dagen bedoeld in artikel 8bis, tweede lid, 4<sup>o</sup>. »

**Art. 5.** Artikel 5bis van het koninklijk besluit van 5 november 2002, tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5bis. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder gelegenheidswerknemers, de werknemers in dienst genomen voor een maximumduur van twee opeenvolgende dagen bij dezelfde werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of met een arbeidsovereenkomst voor een duidelijk omschreven werk, evenals de werknemers bedoeld bij artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

§ 2. De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf of onder het Paritair Comité voor de landbouw of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid, deelt, voor de gelegenheidswerknemers die hij tewerkstelt, per dag en tegelijkertijd met de gegevens opgesomd in artikel 4, de volgende gegevens mee :

1<sup>o</sup> het tijdstip van het begin van de prestatie;

2<sup>o</sup> het tijdstip van het einde van de prestatie.

§ 3. De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, deelt, voor de gelegenheidswerknemers die hij tewerkstelt, per dag en tegelijkertijd met de gegevens opgesomd in artikel 4, de volgende gegevens mee :

1<sup>o</sup> ofwel het tijdstip van het begin van de prestatie en het tijdstip van het einde van de prestatie;

2<sup>o</sup> ofwel het tijdstip van het begin van de prestatie en het tijdsblok dat overeenstemt met de prestaties van de werknemer.

Het tijdsblok van 5 uur stemt overeen met prestaties van 5 uur en minder. Het tijdsblok van 11 uur stemt overeen met prestaties van meer dan 5 uur.

Door voor de eerste keer ofwel aan de hand van het systeem "tijdstip van het begin van de prestatie en tijdstip van het einde van de prestatie" ofwel aan de hand van het systeem "tijdsblok" aan te geven, maakt de werkgever een keuze voor een aangiftesysteem, die bindend is voor één kalenderjaar ten opzichte van al zijn gelegenheidswerknemers.

Wanneer de werkgever het aangiftesysteem wenst te wijzigen voor het volgende kalenderjaar, dient hij dit ten laatste op 1 oktober van het lopende kalenderjaar te melden, opdat deze wijziging zou ingaan op 1 januari van het nieuwe kalenderjaar.

Le premier choix qu'il effectue entre les deux systèmes de déclaration, le lie pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2008. Si, pour la période prenant cours le 1<sup>er</sup> juillet 2007, l'employeur choisit le système du « bloc temps » et pour autant qu'il notifie ce choix, conformément aux dispositions de l'article 9<sup>octies</sup>, avant le 30 juin 2007 au Fonds Social et de Garantie Horeca, l'employeur est considéré, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2007, comme ayant respecté les obligations imposées par le présent article si d'une part il tient le registre de présence délivré par le Fonds social et de garantie horeca en y inscrivant chaque jour les mentions requises et si d'autre part il annexe à la fiche de paie des travailleurs visés aux articles 25 et 31<sup>bis</sup>, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, un relevé journalier des prestations du travailleur pour la période à laquelle la fiche de paie se rapporte.

L'employeur qui relève de la commission paritaire pour le travail intérimaire doit faire usage du système « début de la prestation et heure de fin de prestation ».

**Art. 6.** L'article 9<sup>septies</sup> du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9<sup>septies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Pour le 15 octobre 2007 au plus tard, l'Office national de Sécurité sociale transmet au Ministre des Affaires sociales, au Ministre de l'Emploi et au Conseil national du Travail un rapport d'évaluation sur ce régime de DIMONA pour les travailleurs occasionnels.

Ce rapport d'évaluation doit porter sur ce qui suit :

— la traçabilité des opérations de rectification et d'annulation;

— des feed-back par employeur, réalisé par l'administration de la sécurité sociale, notamment quant aux annulations de DIMONA;

— un examen par les services d'inspection des cas où les employeurs introduisent tardivement leur déclaration rectificative ou d'annulation et des motifs avancés par ceux-ci.

A cet effet, des flux clairs doivent être identifiés afin de détecter les anomalies et les éventuelles techniques de collusions entre employeurs et travailleurs.

§ 2. Pour le 1<sup>er</sup> mars 2009 au plus tard, l'Office national de Sécurité sociale transmet au Ministre des Affaires sociales, au Ministre de l'Emploi et au Conseil national du Travail un rapport d'évaluation sur le régime de DIMONA en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007, pour les travailleurs occasionnels du secteur de l'industrie hôtelière.

Ce rapport d'évaluation doit porter sur les éléments mentionnés au § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3. »

De eerste keuze die hij maakt tussen de beide aangiftesystemen is bindend voor de periode van 1 juli 2007 tot 31 december 2008. Indien voor de periode die op 1 juli 2007 een aanvang neemt de werkgever het systeem "tijdsblok" kiest en voorzover hij overeenkomstig de bepalingen van artikel 9<sup>octies</sup>, vóór 30 juni 2007 aan het Waarborg en Sociaal Fonds Horeca die keuze mededeelt, wordt hij voor de periode gaande van 1 juli 2007 tot 31 december 2007 aanzien als de verplichtingen opgelegd door dit artikel nageleefd te hebben indien hij enerzijds het aanwezigheidsregister afgeleverd door het Waarborg en Sociaal Fonds Horeca bijhoudt en er dagelijks de voorziene vermeldingen in inschrijft en anderzijds aan de loonfiche van de werknemers beoogd in de artikelen 25 en 31<sup>bis</sup>, § 2, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, een dagelijks overzicht voegt van de prestaties van de werknemer toe voor de periode waarop de loonfiche betrekking heeft.

De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid moet gebruik maken van het systeem "tijdstip van het begin van de prestatie en tijdstip van het einde van de prestatie". »

**Art. 6.** Artikel 9<sup>septies</sup> van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 9<sup>septies</sup>. § 1. Tegen uiterlijk 15 oktober 2007 bezorgt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de Minister van Sociale Zaken, aan de Minister van Werk alsook aan de Nationale Arbeidsraad een evaluatieverslag over dit stelsel van DIMONA voor gelegenheidswerknemers.

Dit evaluatierapport moet betrekking hebben op wat volgt :

— de traceerbaarheid van de corrigerende aangiften en de annuleringen;

— de feedback per werkgever, uitgevoerd door het bestuur van de sociale zekerheid, met name over de annuleringen van de DIMONA;

— een onderzoek door de inspectiediensten van de gevallen waarin de werkgevers hun corrigerende aangifte of de annulering te laat verrichten en de redenen die de werkgevers daarvoor geven.

In dat opzicht moeten duidelijke stromen worden geïdentificeerd om de anomalieën en de eventuele technieken voor afspraken tussen werkgevers en werknemers aan het licht te brengen.

§ 2. Tegen uiterlijk 1 maart 2009 bezorgt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de Minister van Sociale Zaken, aan de Minister van Werk alsook aan de Nationale Arbeidsraad een evaluatieverslag over het stelsel van DIMONA dat vanaf 1 juli 2007 van kracht is voor de gelegenheidswerknemers in de sector van het hotelbedrijf.

Dit evaluatierapport moet betrekking hebben op de elementen vermeld in § 1, lid 2 en 3. »

**Art. 7.** Un article *9octies* est inséré au sein du même arrêté royal du 5 novembre 2002, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'employeur qui relève de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière communique au Fonds Social et de Garantie Horeca (le Fonds) le choix effectué entre les deux propositions lui proposées par l'article *5bis*, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, avant le 30 juin 2007.

Les changements de choix effectués en application de l'article *5bis*, § 3, alinéa 4 de l'arrêté royal précité doivent également être notifiés au Fonds avant le 30 septembre d'une année civile pour être d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle il notifie son changement de choix, et pour la 1<sup>re</sup> fois avant le 30 septembre 2008.

§ 2. Le Fonds transmet - par voie électronique - à l'Office national de sécurité sociale :

1° pour le 15 juillet 2007 au plus tard les choix des employeurs visés au paragraphe précédent;

2° pour le 1<sup>er</sup> novembre 2008 au plus tard et ensuite pour le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année les modifications de choix, visées au paragraphe précédent.

§ 3. Le Fonds tient à jour les relevés des choix et des modifications de choix qui lui ont été communiqués. Il les tient à disposition des services de l'inspection sociale. »

**CHAPITRE 3.** — *Indexation et adaptations des rémunérations forfaitaires des travailleurs visés à l'article 25 et 31bis, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

**Art. 8.** L'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001 et l'arrêté royal du 21 avril 2007, est complété par le paragraphe suivant :

« § 4. Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et pour la première fois le 1<sup>er</sup> avril 2007, les rémunérations forfaitaires journalières visées à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sont liées aux fluctuations de l'indice conformément aux dispositions de la convention collective de travail n° 1 du 25 juin 1997, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 mars 1999, et ses modifications ultérieures. »

**Art. 9.** L'article *32bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 avril 2007, est remplacé comme suit :

« Art. *32bis*. § 1<sup>er</sup>. Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, les rémunérations forfaitaires journalières, indexées conformément aux dispositions prévues pour le secteur dont les employeurs relèvent, sur lesquelles les cotisations de sécurité sociale sont calculées, sont adaptées à l'évolution du revenu minimum mensuel moyen garanti au sens de l'article 3 de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988.

Lorsqu'une augmentation du revenu minimum mensuel moyen garanti a lieu en cours d'année, les rémunérations journalières forfaitaires sont adaptées avec effet à la date de cette augmentation.

§ 2. Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et pour la première fois le 1<sup>er</sup> juillet 2007, les rémunérations forfaitaires, indexées conformément aux dispositions prévues pour le secteur dont les employeurs relèvent, sur lesquelles les cotisations de sécurité sociale sont calculées, sont adaptées à l'évolution des salaires conventionnels applicable dans le secteur auquel l'employeur appartient.

A cette fin, et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année et pour la première fois le 1<sup>er</sup> mai 2007, le président de la Commission paritaire du secteur concerné communique au Service public fédéral Sécurité sociale, à l'Office national de Sécurité sociale et au Ministre des Affaires sociales :

1° pour chaque fonction, le salaire horaire applicable au 1<sup>er</sup> décembre de l'année civile précédente;

2° pour chaque fonction, le salaire horaire applicable au 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle l'information est transmise;

3° pour chaque fonction, la durée normale hebdomadaire de travail applicable dans le secteur concerné au 1<sup>er</sup> décembre de l'année civile précédente.

**Art. 7.** In hetzelfde koninklijk besluit van 5 november 2002 wordt een artikel *9octies* ingevoegd, luidende :

« § 1. De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf deelt vóór 30 juni 2007 aan het Waarborg en Sociaal Fonds Horeca (het Fonds) de keuze mee die hij gemaakt heeft tussen de twee voorstellen die hem worden geboden bij artikel *5bis*, § 3, eerste lid.

De veranderingen van keuze gedaan met toepassing van artikel *5bis*, § 3, vierde lid van het voornoemde koninklijk besluit moeten eveneens aan het Fonds worden betekend, vóór 30 september van een kalenderjaar om van toepassing te zijn vanaf 1 januari van het kalenderjaar volgend op het jaar waarin hij zijn verandering van keuze heeft betekend, en voor de eerste keer vóór 30 september 2008.

§ 2. Het Fonds bezorgt - via elektronische weg - aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid :

1° ten laatste tegen 15 juli 2007, de keuzes van de in de vorige paragraaf bedoelde werkgevers;

2° ten laatste tegen 1 november 2008 en nadien ten laatste tegen 1 november van elk jaar, de in de vorige paragraaf bedoelde veranderingen van keuze.

§ 3. Het Fonds houdt de lijsten bij met de keuzes en de veranderingen van keuze die aan dit Fonds werden meegedeeld. Het houdt ze ter beschikking van de diensten van de sociale inspectie. »

**HOOFDSTUK 3.** — *Indexatie en aanpassingen van de forfaitaire daglonen van de werknemers beoogd in de artikelen 25 en 31bis, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluiten van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

**Art. 8.** Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001 en het koninklijk besluit van 21 april 2007, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 4. Op 1 januari van elk jaar en de eerste keer op 1 april 2007, worden de forfaitaire daglonen bedoeld in artikel 25, § 1, tweede lid, aangepast aan de schommelingen van de index, overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 1 van 25 juni 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 22 maart 1999, en haar toekomstige wijzigingen. »

**Art. 9.** Artikel *32bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 april 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. *32bis*. § 1. Op 1 januari van elk jaar worden de forfaitaire daglonen, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen voorzien voor de sector waaronder de werkgevers ressorteren, waarop de socialezekerheidsbijdragen worden berekend, aangepast aan de evolutie van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen in de zin van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 gesloten op 2 mei 1988 in de Nationale Arbeidsraad houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 29 juli 1988.

Wanneer een verhoging van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen in de loop van het jaar wordt vastgesteld, worden de forfaitaire daglonen aangepast met ingang van de datum van deze verhoging.

§ 2. Op 1 januari van elk jaar en de eerste keer op 1 juli 2007 worden de forfaitaire daglonen, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen voorzien voor de sector waaronder de werkgevers ressorteren, waarop de socialezekerheidsbijdragen worden berekend, aangepast aan de evolutie van de conventionele lonen van toepassing in de sector waartoe de werkgever behoort.

Daartoe deelt de voorzitter van het Paritair Comité voor de betrokken sector ten laatste op 1 december van ieder jaar en de eerste keer op 1 mei 2007 aan de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en aan de Minister van Sociale Zaken het volgende mee :

1° voor iedere functie, het uurloon van toepassing op 1 december van het vorige kalenderjaar;

2° voor iedere functie, het uurloon van toepassing op 1 december van het jaar in de loop waarvan de informatie wordt meegedeeld;

3° voor iedere functie, de normale wekelijkse arbeidsduur van toepassing in de betrokken sector op 1 december van het vorige kalenderjaar.

Si les fonctions sont reprises dans différentes catégories en vertu de la classification des fonctions, le président de la Commission paritaire du secteur concerné doit fournir les données des alinéas susmentionnés par catégories de fonctions.

Si une convention collective de travail sectorielle prévoit une augmentation des salaires conventionnels au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle l'information est fournie, cet élément doit être repris dans la communication du Président de la Commission paritaire concernée.

Une augmentation des salaires conventionnels au cours de l'année doit être communiquée sans délai par le Président de la Commission paritaire concernée au Service public fédéral Sécurité sociale, à l'Office national de Sécurité sociale et au Ministre des Affaires sociales.

Sur base de ces informations, le Service public fédéral et l'Office précités proposent conjointement au Ministre des Affaires sociales le montant du salaire journalier forfaitaire applicable au 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivante.

Lorsque l'augmentation des salaires conventionnels est constatée au cours de l'année, le Service public fédéral et l'Office précités proposent conjointement au Ministre des Affaires sociales le montant du salaire journalier forfaitaire applicable au jour de l'augmentation des salaires conventionnels.

Le Ministre des Affaires sociales dispose d'un délai de 5 jours ouvrables pour formuler des observations. A défaut de réaction du Ministre, le montant proposé par le Service public fédéral et l'Office précités est considéré comme approuvé et communiqué aux employeurs par le biais du site web de l'Office précité, ainsi qu'au Président de la commission paritaire concernée.

Lorsque le Ministre des Affaires sociales formule des observations dans le délai fixé par l'alinéa 8 du présent paragraphe, il soumet au Conseil National du Travail une proposition de fixation de salaires journaliers forfaitaires. Après réception de l'avis du Conseil National du Travail ou expiration du délai dans lequel le Conseil devait émettre son avis, le Ministre détermine les salaires journaliers forfaitaires applicables et ceux-ci sont communiqués aux employeurs par le biais du site web de l'Office précité, ainsi qu'au Président de la Commission paritaire concernée.

§ 3. Sont concernés par les §§ 1<sup>er</sup> et 2, les Commissions paritaires suivantes :

- 1° la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;
- 2° la Commission paritaire de l'agriculture;
- 3° la Commission paritaire de l'horticulture. »

#### CHAPITRE 4. — Dispositions diverses

**Art. 10.** L'employeur ressortissant de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière annexe à la fiche de paie des travailleurs visés aux articles 25 et 31bis, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, un relevé journalier des prestations du travailleur pour la période à laquelle la fiche de paie se rapporte.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2007, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et des articles 2, 4, 5, 6, 7, et 10 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

**Art. 12.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,  
P. VAN VELTHOVEN

Indien de functies worden herverdeeld in verschillende categorieën met het oog op de indeling van de functies, dient de Voorzitter van het Paritair Comité voor de betrokken sector, de gegevens van de hierboven vermelde leden per categorie van functies mee te delen.

Wanneer een collectieve arbeidsovereenkomst voorziet in een verhoging van de conventionele lonen op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan de informatie wordt meegedeeld, moet dit element vermeld worden in de mededeling van de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité.

Een verhoging van de conventionele lonen in de loop van het jaar dient onmiddellijk door de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité aan de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Minister van Sociale Zaken te worden meegedeeld.

Op basis van deze informatie stellen de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gezamenlijk aan de Minister van Sociale Zaken het bedrag van het forfaitair dagloon voor dat van toepassing is op 1 januari van het volgende kalenderjaar.

Wanneer de verhoging van de conventionele lonen wordt vastgesteld tijdens het jaar, stellen de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gezamenlijk aan de Minister van Sociale Zaken het bedrag van het forfaitair dagloon voor dat van toepassing is op de dag van de verhoging van de conventionele lonen.

De Minister van Sociale Zaken beschikt over een termijn van 5 werkdagen om opmerkingen te formuleren. Bij ontstentenis van een reactie van de Minister, wordt het door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voorgestelde bedrag beschouwd als goedgekeurd en wordt het aan de werkgevers meegedeeld via de website van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, evenals aan de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité.

Indien de Minister van Sociale Zaken opmerkingen formuleert binnen de termijn bepaald in het achtste lid van deze paragraaf legt hij aan de Nationale Arbeidsraad een voorstel voor met betrekking tot het bepalen van de forfaitaire daglonen. Na ontvangst van het advies van de Nationale Arbeidsraad of na het verstrijken van de termijn binnen dewelke de Raad zijn advies moet uitbrengen, bepaalt de Minister de forfaitaire daglonen en deze worden meegedeeld via de website van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, evenals aan de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité.

§ 3. §§ 1 en 2 hebben betrekking op de volgende Paritaire Comités :

- 1° het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;
- 2° het Paritair Comité voor de landbouw;
- 3° het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf. »

#### HOOFDSTUK 4. — Diverse bepalingen

**Art. 10.** De werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf voegt aan de loonfiche van de werknemers beoogd in de artikelen 25 en 31bis, § 2, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, een dagelijks overzicht van de prestaties van de werknemer toe voor de periode waarop de loonfiche betrekking heeft.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2007, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2007 en van de artikelen 2, 4, 5, 6, 7, en 10 die in werking treden op 1 juli 2007.

**Art. 12.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,  
P. VAN VELTHOVEN